



Universität
Zürich UZH

Institut für Politikwissenschaft

zda
Zentrum für
Demokratie
Aarau



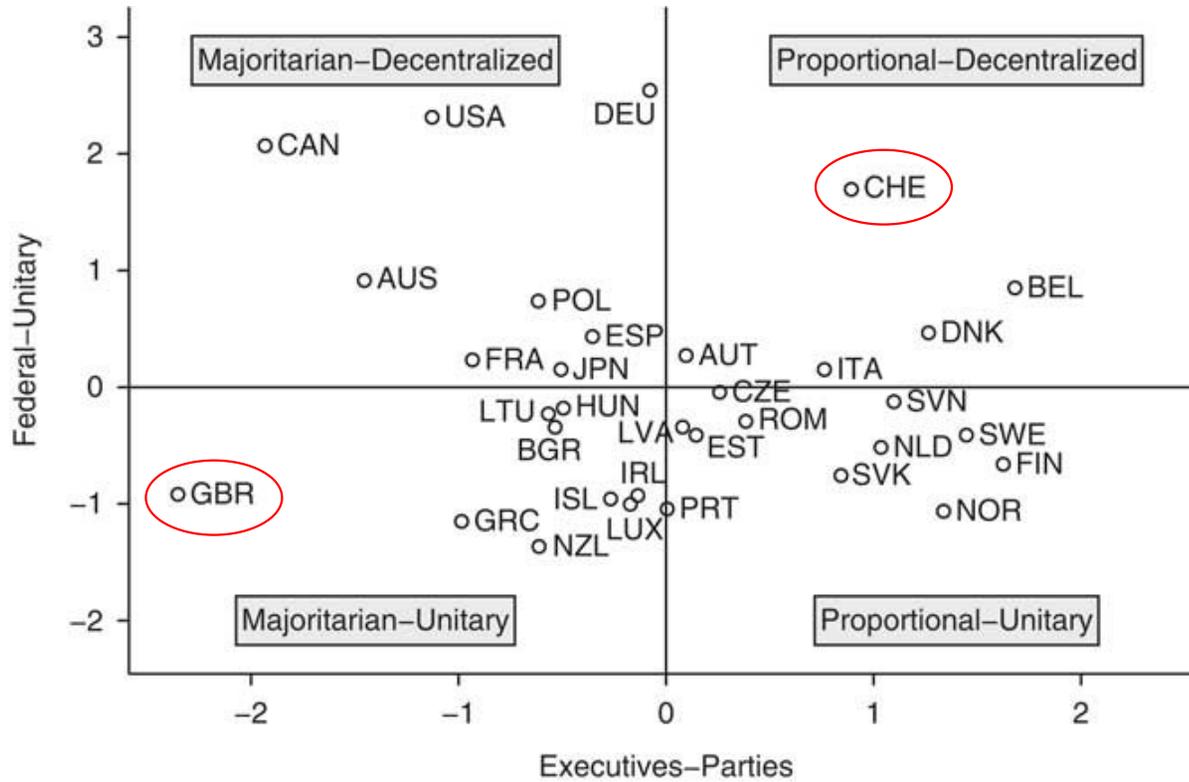
La Suisse: une exception politique? => NON!

Intervention au Cycle annuel 2025 de l'ihédate

Daniel Kübler, Institut de science politique, Université de Zurich

Zurich, 1er avril 2025

La Suisse sur le continuum 'démocratie majoritaire' vs 'démocratie consensuelle'



A. Lijphardt, *Patterns of democracy* (2012)

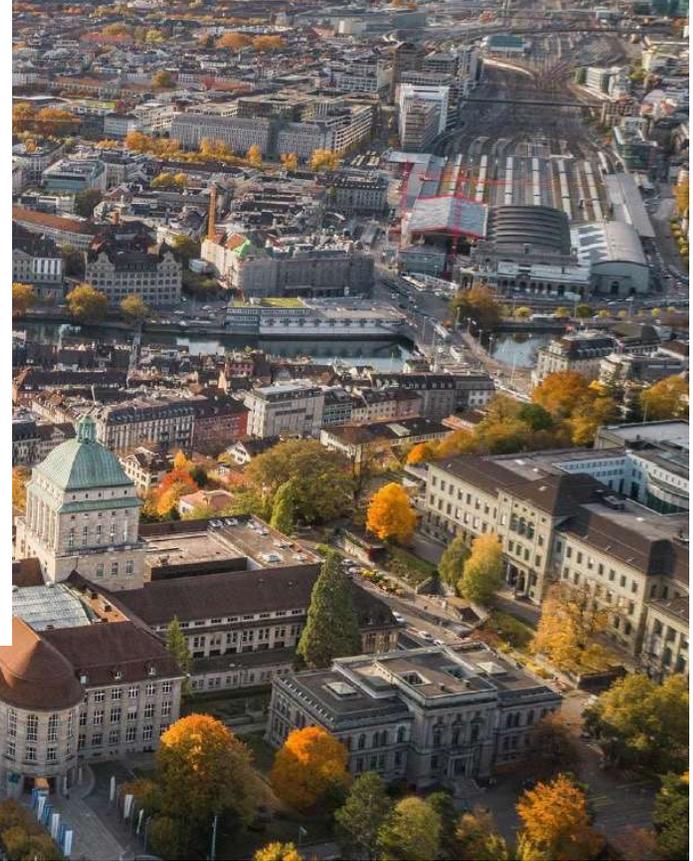


Plan

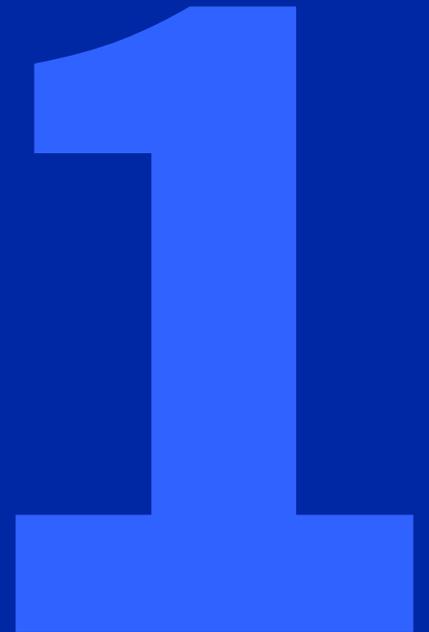
- 1) **Le fédéralisme helvétique: ‘vertical power sharing’**
 - solution de compromis à 50 ans de conflit sur la constitution
 - éléments principaux: non-centralisation, péréquation financière

- 2) **La démocratie directe: force motrice du ‘horizontal power sharing’**
 - institutions et usage de la démocratie directe en Suisse
 - effets politiques, économiques et sociétaux de la démocratie directe

- 3) **Questions et débat**

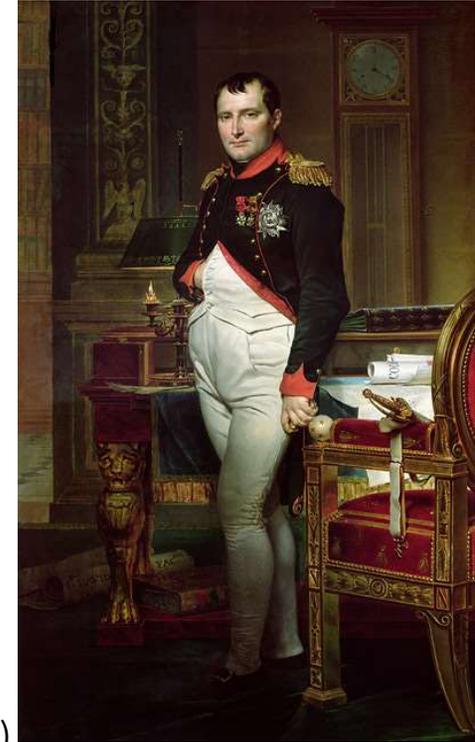


Fédéralisme: partage du pouvoir vertical



Conflit constitutionnel 1798 – 1848: centralisation vs. décentralisation

- Jusqu'à 1798: confédération de 13 états indépendants
 - Organe de coordination: «diète»
- 1798: invasion française, «République helvétique une et indivisible»
 - Etat central, parlement, directoire exécutif; espace économique commun
 - Tensions entre patriciat (perdants) et bourgeoisie (gagnants)
- 1803: «acte de médiation» imposé par Napoléon
 - Abolition du gouvernement central , rétablissement des cantons
- 1815: Congrès de Vienne: restauration aristocrate et «pacte fédéral»
 - Abolition de l'espace économique commun
- Depuis 1830: régénération libérale dans certains cantons (ex. Zurich)
 - Conflit: cantons libéraux-radicaux (protestants) vs conservateurs (catholiques)
 - Guerre civile en 1847: victoire des libéraux-radicaux
- 1848 nouvelle constitution fédérale, inspirée de la constitution américaine



*“La Suisse est fédéraliste
– ou elle n’est pas “*

Napoléon Bonaparte en 1803

Principes de base du fédéralisme suisse

Depuis la constitution de 1848:

— Principe de non-centralisation:

— Art. 3 CF: «Les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution fédérale, et exercent tous les droits qui ne sont pas délégués à la Confédération .»

-> l'état en Suisse c'est le canton

— Souveraineté des cantons:

— Existence garantie (Art. 1 CF)

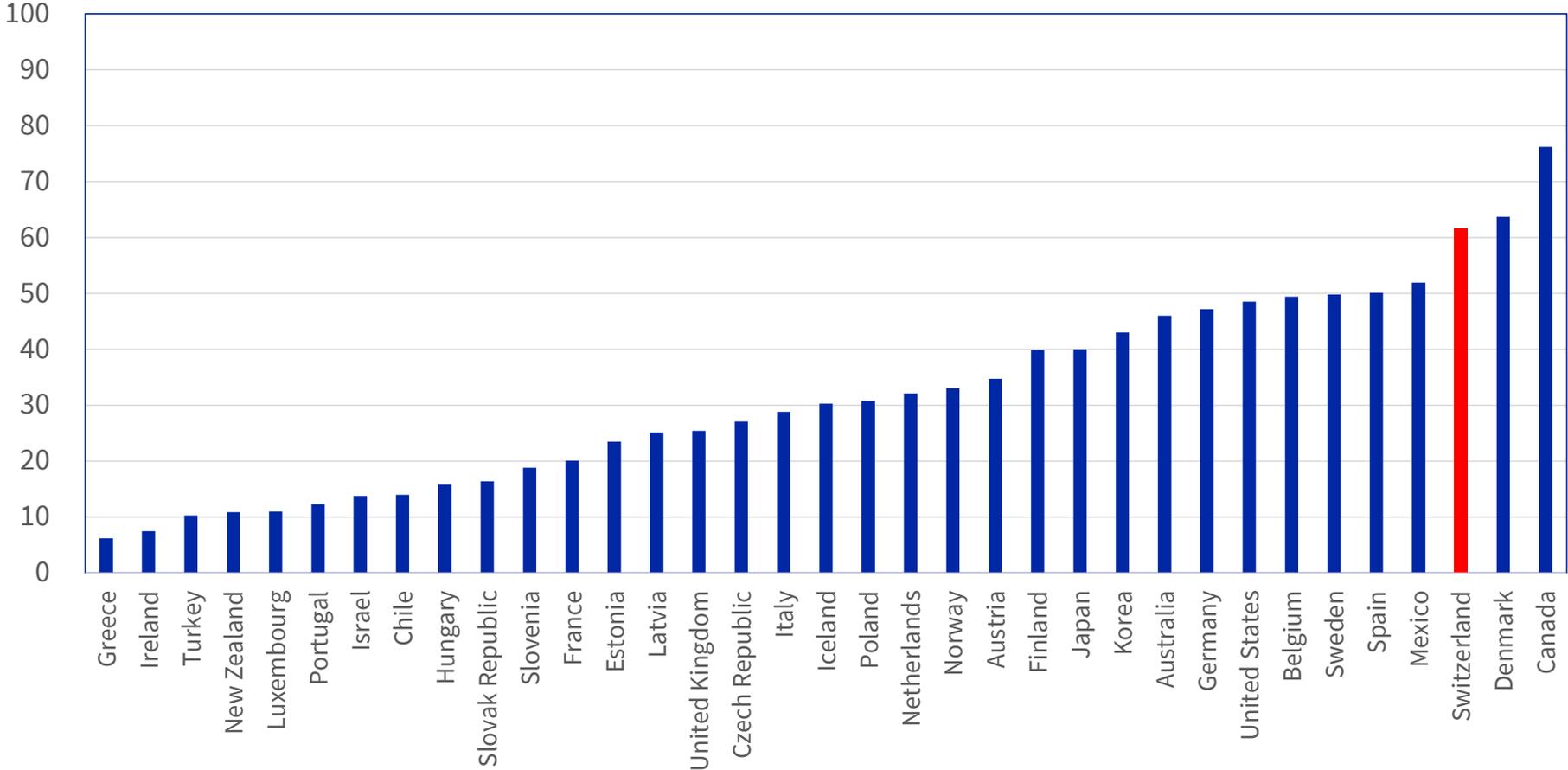
— Compétences importantes

— Ressources financières propres: impôts cantonaux

— Egalité des cantons dans la représentation au niveau national:

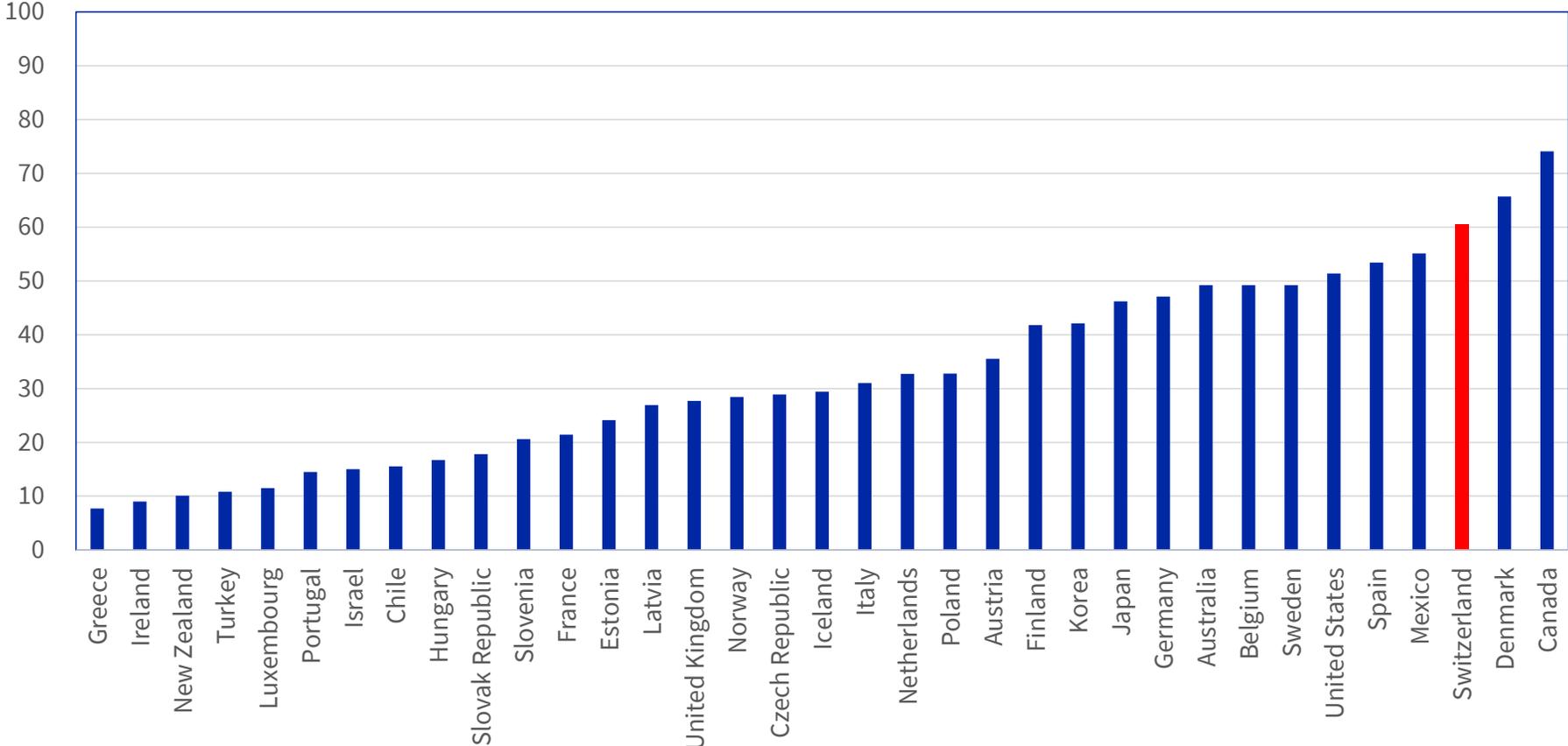
2 sièges au Conseil des Etats, 1 voix dans les référendums obligatoires ('double majorité')

Dépenses des autorités étatiques infra-nationales (en pourcent)



Source: OECD fiscal decentralisation database (data for 2015)

Revenus des autorités étatiques infra-nationales (en pourcent)

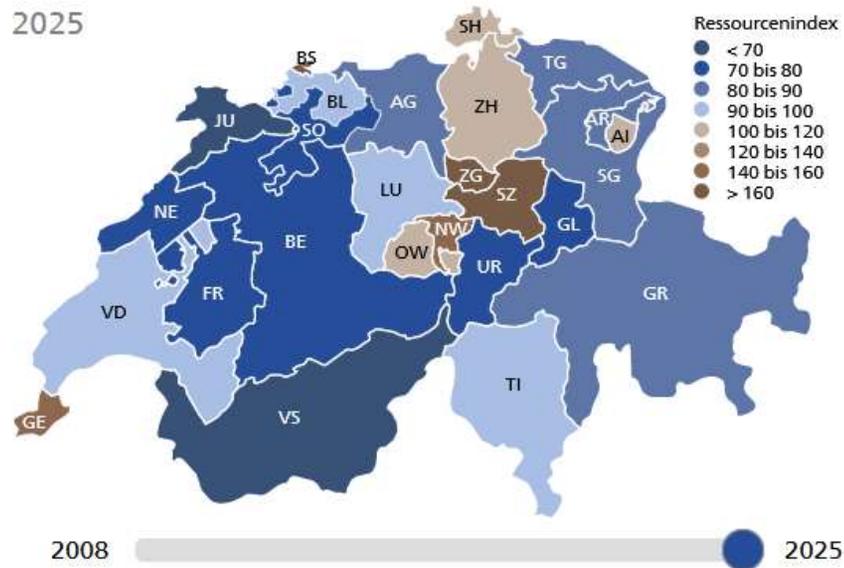


Source: OECD fiscal decentralisation database (data for 2015)

Défi: inégalité des ressources et péréquation financière

Die Schweizer Kantone nach Ressourcenstärke

2025



Index (rang)

ZG	280	(1)
SZ	184	(2)
BS	160	(3)
ZH	119	(6)
UR	70	(24)
VS	66	(25)
JU	65	(26)

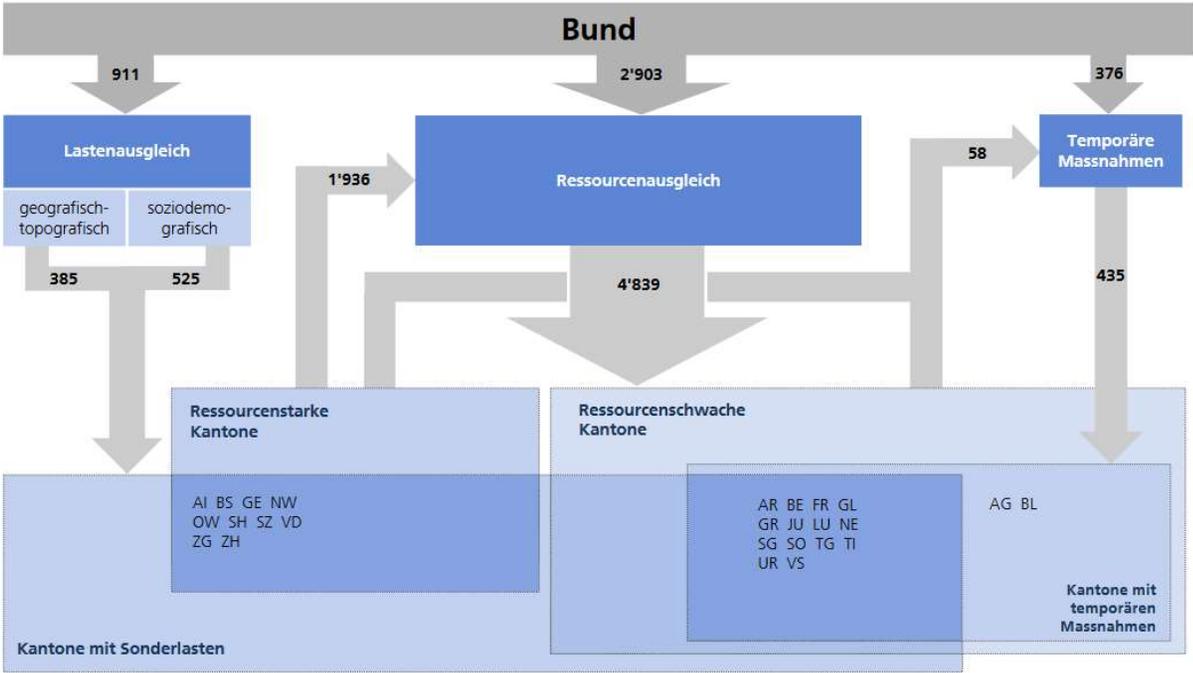
Lesebeispiel: Der Kanton Genf verfügt im Jahr 2025 über einen Ressourcenindex von 143,9. Das Mittel aller Kantone ist 100, der Kanton Genf ist also ein ressourcenstarker Kanton.

Quelle: EFV (www.efv.admin.ch; 2024)

Défi: inégalité des ressources et péréquation financière

Abbildung 2: Finanzausgleichszahlungen 2025

Zahlungen in Mio. CHF



Quelle: EFV (www.efv.admin.ch 2024)

Démocratie directe:
force motrice du partage du pouvoir



Institutions de démocratie directe

Tableau 1: classification des institutions de démocratie directe

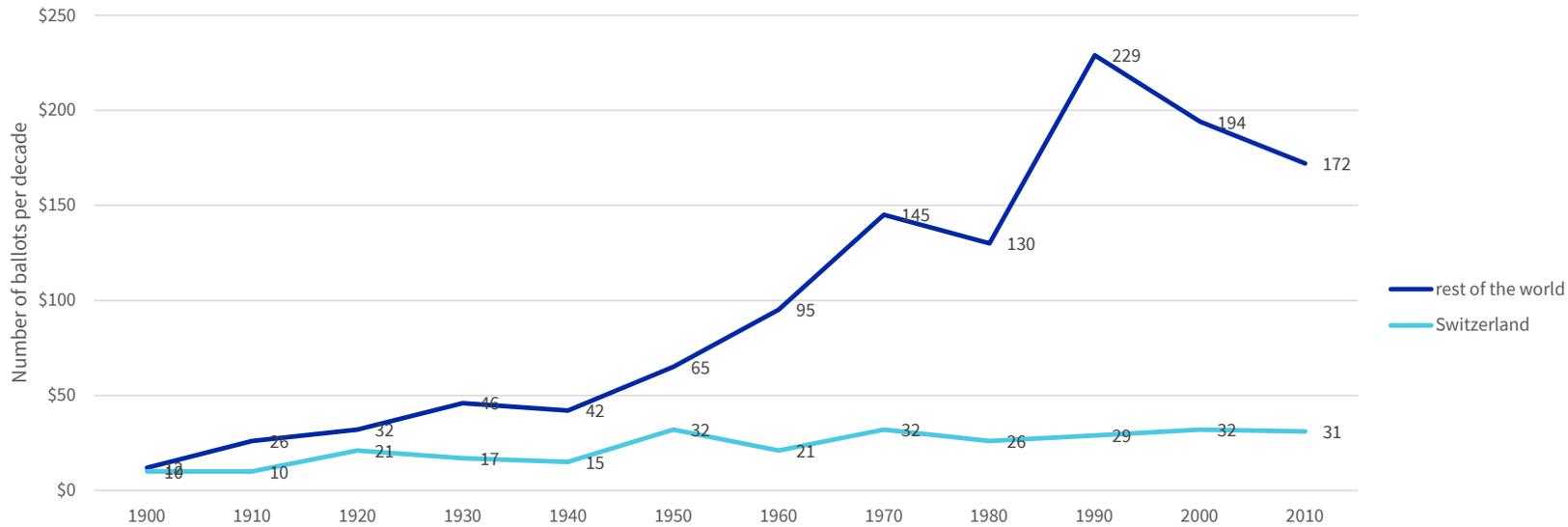
Déclencheur	Contrôle des décisions	Promotion de décisions
Constitution	Obligatoire	-
Elis	Optionnel Rejective / Abrogatif	Plébiscite
Citoyens	Optionnel Rejective/ Abrogatif	Initiative populaire

Source: Setälä (2006: 707)

- Référendum obligatoire: pour les changements constitutionnels et l’adhésion à des organisations internationales
 - Double majorité (peuple et cantons)
- Référendum facultatif: pour toutes les décisions parlementaires (lois et ddécrets fédéraux)
 - 50’000 signature en 100 jours; votation avec majorité simple (peuple)
- Initiative populaire: au niveau constitutionnel
 - 100’000 signatures en 18 mois; votations avec double majorité (peuple et cantons)

Usage de la démocratie directe

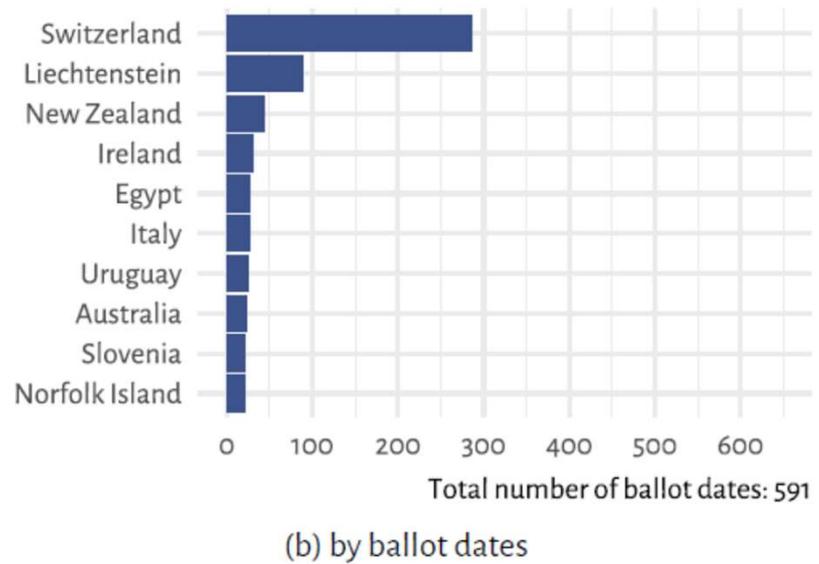
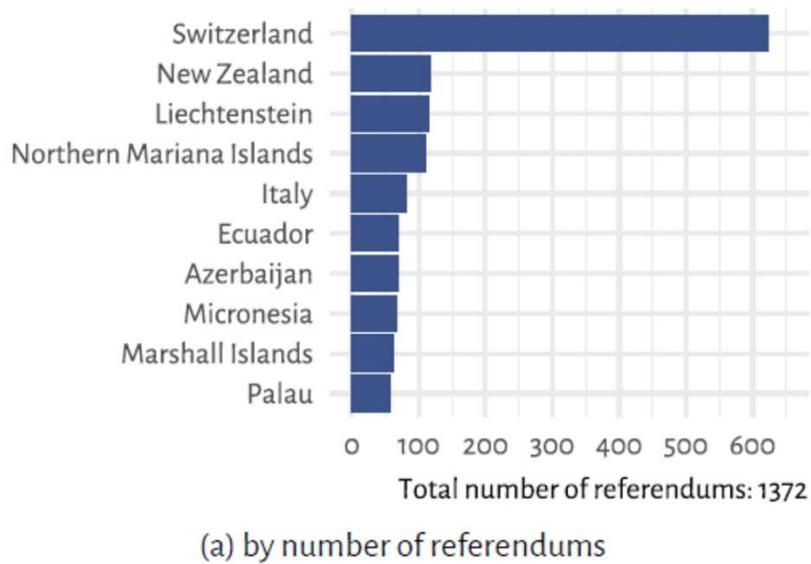
Figure 1: votes populaires nationaux dans le monde et en Suisse, 1900 – 2020



Source: Referendum data base (2023)

Usage de la démocratie directe

Figure 2: Top ten 1900 – 2023



Source: Referendum data base (2023)

Effets de la démocratie directe

Effets directs:

— Ralentit le changement / développement des politiques publiques

Exemples:

— Assurance maternité en 2004 seulement (première décision du parlement en 1946)

— Politique extérieure: Adhésion à l'ONU en 2002 seulement (premier rejet en 1986);
non-adhésion à l'Espace économique européen (rejet en 1992)

— Effets indirects:

— Référendum comme 'veto populaire' est l'épée de Damocles du processus législatif:
consultations préalables et recherche de majorités parlementaires larges

= > le référendum introduit un biais structurellement conservateur dans le système politique

Effets de la démocratie directe

Tableau 2: usage des trois institutions de démocratie directe

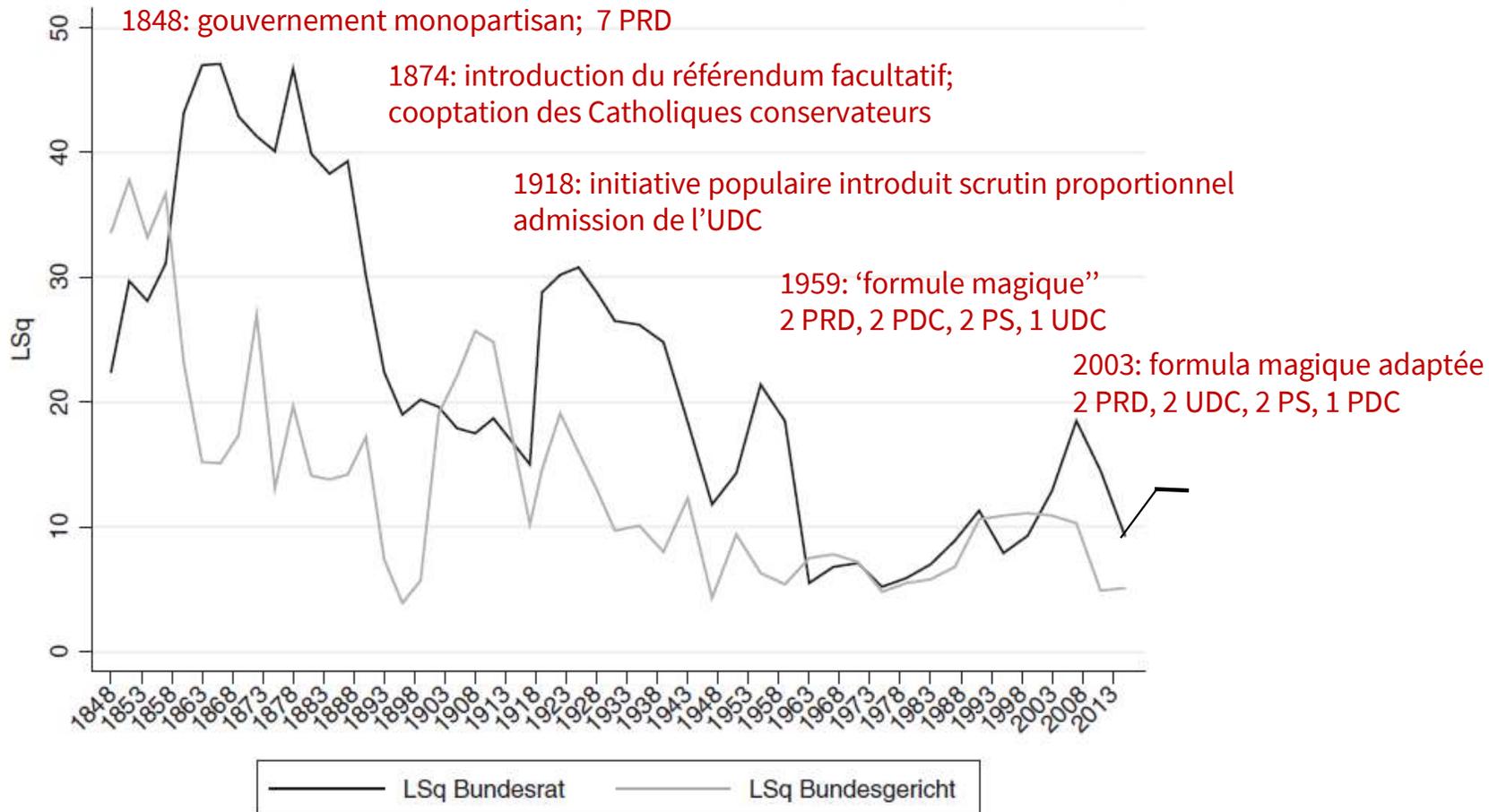
Nombre (succès en %)	1848-1900	1901-1960	1961-2020	Total
Réf. obligatoire	27 (48%)	61 (75%)	152 (75%)	240 (73%)
Réf facultatif*	26 (30%)	39 (11%)	128 (68%)	193 (58%)
Initiative populaire	5 (20%)	41 (13%)	174 (9%)	220 (10%)
Total	58	141	454	653
Objets p.a.	1.1	2.4	7.6	3.7

* Réf. Fac. Demandé seulement pour 8% des décisions parlementaires

Source: Sciarini & Tresch (2022)

Effets de la démocratie directe: composition du gouvernement

Grafik 1: Parteipolitische Disproportionalität des Bundesrates und des Bundesgerichtes (1848–2015)



Quelle: Stojanovic & Giudici (2016)

Vos questions

